



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Jeunesse comme ressource des conflits violents: une lecture historique et anthropologique de l'arène politique en République centrafricaine

Mouguia, C.M.

Citation

Mouguia, C. M. (2023, November 22). *Jeunesse comme ressource des conflits violents: une lecture historique et anthropologique de l'arène politique en République centrafricaine*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/3663665>

Version: Publisher's Version

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/3663665>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

CHAPITRE III

LA PRATIQUE ETHNOGRAPHIQUE EN CONTEXTE DE CONFLIT A BANGUI ET A PAOUA

Introduction

La collecte intensive des données à la base de cette thèse s'est effectuée durant une période d'accalmie précaire rythmée des pics de violence entre 2016 et 2018³⁹. Si la pratique ethnographique dans un contexte de violence a longtemps préoccupé les chercheurs en sciences sociales et humaines, elle n'en reste pas moins un défi pour chaque chercheur souvent confronté à des contextes singuliers. Ainsi se pose alors la question de savoir comment avions-nous procédé pour collecter les données empiriques durant ces périodes de tensions à Bangui et à Paoua ? Quels sont les adaptations et les bricolages méthodologiques auxquels nous avions recourus afin de surmonter les difficultés inhérentes à un tel type de recherche, sur une thématique aussi sensible, et dans un contexte sécuritaire volatile ?

Rappelons qu'aussi bien à Bangui qu'à Paoua, pour assembler les informations utiles à nos analyses, nous avions ciblé deux catégories d'informateurs (tous des acteurs de l'arène politique en Centrafrique). D'abord les autorités politico-administratives et militaires, les acteurs humanitaires, les leaders communautaires et notables pour obtenir des données globales et spécifiques sur les jeunes, les histoires et contextes locaux, les conflits et les groupes armés. Ensuite, nous avons échangé avec les jeunes eux-mêmes et leurs leaders, qu'ils soient associés ou non à un groupe de rébellion, de miliciens ou d'autodéfenses, dans l'ultime but de comprendre leurs situations, recueillir leurs histoires personnelles, et en particulier celles ayant conduit à leur entrée ou non dans les milices et groupes armés non étatiques. Toutes ces informations ont été collectées et validées grâce à la triangulation qui nous a facilité le traitement croisé de données issues de sources multiples (triangulation des données) avec la contribution de différents observateurs ou intervieweurs (triangulation des chercheurs), mais aussi la combinaison de différentes méthodes (triangulation des méthodes) (Denzin, 1970, cité par Caillaud et Flick, 2016 :5). Nous nous employions donc à analyser les (ir) régularités et les constantes qui émergent à partir de ces données (Odonoghue & Punch, 2003) via un processus progressif de construction théorisante appelée la « théorisation ancrée » (Paillé, 1996).

³⁹ Après cette période de collecte intensive à Bangui, Bégoua et Paoua, nous avons continué la réalisation d'autres entretiens et effectué des suivis auprès de nos anciens interlocuteurs jusqu'en 2022.

Cela dit, après avoir esquissé une présentation des contextes sécuritaires de nos deux sites de recherche lors de la période qui s'étend particulièrement de 2016 à 2018, nous nous pencherons sur l'aspect purement méthodologique et éthique pour démontrer comment nous avions pu collecter et analyser des données (dont certaines sont sensibles) auprès des informateurs (parfois avec des statuts controversés) dans une situation d'insécurité ambiante. Enfin, un accent particulier sera mis sur le cadre de traitement et d'analyse des données collectées.

I. ENQUÊTER DANS UN CONTEXTE DE CONFLIT A BANGUI ET A PAOUA

Ces dernières années, la Centrafrique est connue pour être le théâtre des affrontements armés, situation qui s'est davantage dégradée depuis le déclenchement de la conquête du pouvoir par la Coalition Séléka vers la fin de l'année 2012. En dépit des élections présidentielles et législatives qui ont été organisées et l'installation des nouvelles autorités issues des urnes en mars 2016, les troubles n'ont pas cessé de rythmer le quotidien des Centrafricains. Les années 2016, 2017 et 2018 sont celles durant lesquelles nous avions mené intensivement nos enquêtes de terrain. Ces périodes sont aussi celles pendant lesquelles on note une détérioration de la situation sécuritaire marquée par les fréquents affrontements entre groupes armés et massacres de populations aussi bien à Bangui que dans l'arrière-pays, et plus particulièrement à Paoua (Médecins sans frontières, 2019). De ce fait, réussir une telle recherche sur une thématique aussi sensible et auprès des informateurs possiblement imprévisibles dans une situation d'insécurité constante, revient tout d'abord à répondre à quelques questions fondamentales : comment enquêter sur les conflits armés et recueillir les histoires de vie des jeunes, souvent des ex-rebelles, dans une situation d'insécurité où les vies humaines sont en permanence menacées, et où le moindre manquement, la moindre information sensible peut constituer une preuve d'emprisonnement, un motif de torture, de représailles ou d'assassinat ? Comment convaincre ceux que nous ne connaissons pas, et pour qui nous sommes aussi un parfait inconnu (et donc un probable policier déguisé en chercheur, un agent du gouvernement ou des instances judiciaires en quête d'informations sur des présumés criminels, ou encore simplement, un jeune d'un autre groupe armé à la recherche d'informations pour affiner ses tactiques de guerres), à nous donner des informations personnelles, confidentielles et parfois hautement sensibles, surtout dans un contexte où la Cour pénale spéciale (CPS) pour la Centrafrique⁴⁰ lance des

⁴⁰ La Cour pénale spéciale pour la Centrafrique a été officiellement installée le 03 juin 2015 par la [loi organique n°15.003 portant Crédit, organisation et fonctionnement de la Cour pénale spéciale](#) en République Centrafricaine

enquêtes sur des cas de crimes commis durant les derniers conflits armés ? Pour répondre à ces questions, nous commencerons par présenter la situation sécuritaire de ces deux sites de recherche (insérés dans un contexte général de la Centrafrique⁴¹) pour faciliter la compréhension. Nous aborderons ainsi le contexte sécuritaire qui prévalait à Bangui avant de mettre en lumière celui de Paoua avec les défis que nous y avons respectivement rencontrés durant cette recherche. Ce préalable permettra de comprendre les compromis méthodologiques effectués lors de la phase empirique de cette recherche, situation que les anthropologues rencontrent souvent en zones de guerre mais dont la restitution documentée semble de plus en plus acaparée par les journalistes.

I.1- Bangui, un contexte sécuritaire hostile à la pratique ethnographique ?

L'allure à laquelle se répètent les événements violents à Bangui ne peut que pousser à se poser la question de savoir si Bangui est-elle devenue une capitale de tensions sécuritaires, des révoltes et coup d'Etats (manqués ou réussis) au point de présenter un contexte hostile à la pratique ethnographique. Cela trouve une explication dans ce propos d'un notable de Paoua : « les groupes armés ne peuvent pas rester ici à Paoua et dire qu'ils veulent prendre le pouvoir de l'Etat. Il faut aller à Bangui là-bas pour discuter le pouvoir avec les autres » (entretien avec un chef de groupe, Paoua, mars 2017). Bangui est donc le point de convergence ou d'aboutissement des événements violents: rébellions, mutineries, (tentative de) coups d'Etat, manifestations de tous genres, grèves, répressions, etc. Cela dit, comment le contexte sécuritaire se présente à Bangui durant la période de la collecte des données (2016-2018), et comment avions-nous fait pour surmonter les défis rencontrés sur terrain ?

(CPS-RCA, url : <https://www.cps-rca.cf/documentation.php?idcategorie=14>; Journal Officiel de la RCA, 05 juin 2015, édition spéciale, url : https://www.cps-rca.cf/documents/Loi_Cour_penale_speciale_.pdf)

⁴¹ Il est à noter qu'avant et pendant la période de cette recherche, nous avons également consacré une partie de notre agenda à travailler pour certaines organisations non gouvernementales et institutions gouvernementales nationales. C'est le cas de nos activités avec le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (2014-2016), la MINUSCA (2018), le Ministère centrafricain de l'action humanitaire et de la réconciliation nationale (2019), et plus récemment les ONG World Vision et War Child (2020). Ces différentes interventions nous ont permis d'effectuer des déplacements dans plusieurs villes du pays, et cela nous a permis d'avoir une vue empirique plus large de la situation observée en Centrafrique que nous essayons d'analyser, en dehors de la documentation existante.

I.1.1- Bangui, une ville en proie aux coups de feu des groupes et milices armés

Depuis la prise du pouvoir de l'Etat par la Coalition Séléka en mars 2013, la tranquillité semble avoir disparu de la capitale centrafricaine. Cette situation s'est empirée depuis l'entrée des Anti-Balaka à Bangui en décembre de la même année.

En effet, à la démission du président putschiste Michel Djotodia⁴², le patron de la Séléka, une partie de ses éléments (les désormais ex-Séléka) s'est retirée dans le nord, le nord-ouest, le nord-est et l'est du pays. Une autre frange déjà engagée pour une formation militaire plus formelle ou pour un retour à la vie civile était cantonnée au camp militaire Béal à Bangui dans l'attente du DDR (1500 ex-rebelles selon la Banque mondiale, 2016), tandis qu'un groupuscule s'est rétracté dans le quartier commercial du PK5 situé dans le troisième arrondissement de Bangui. Lourdement armés, ces éléments du PK5 qui se sont autoproclamés "autodéfenses" (au sens de "gardiens" de la communauté musulmane) soufflent le chaud et le froid sur une partie de la capitale avec des attaques régulières sur les quartiers environnants (Castors, Pétévo, Catin) accusés (à tort ou à raison) de les attaquer à cause de la présence des Anti-Balaka. Les tueries y sont aussi régulièrement signalées, notamment par les habitants des quartiers environnants comme à Pétévo dans le 6^e arrondissement (Rapport de la Consultation populaire gouvernementale pour la CVJRR, juin 2019). De même, il est frappant de remarquer que toutes les fois où une attaque ou une tuerie à l'encontre des membres de la communauté musulmane dans l'arrière-pays est rapportée, ces "autodéfenses" du PK5, "par solidarité", réagissent soit par des représailles à l'encontre des populations environnantes, soit en décrétant unilatéralement une "ville morte" (limitée au PK5) cadencée des coups de feu nourris parfois avec effets ralentissants sur les activités dans toute la capitale. Comme le notait si bien Elisabeth Dorier-Apprill (1999) dans le cas de la néo-ethnicité nibolek au Congo Brazaville dans les années 1990, l'identité musulmane est utilisée ici comme instrument pour susciter une territorialisation urbaine, et ce, à des fins politiques.

Ce groupe d'autodéfenses s'étant scindé en deux à un moment donné, des affrontements réguliers sont enregistrés entre les deux factions ainsi créées pour des questions d'intérêts : les taxes qu'ils imposent aux commerçants qui continuent d'exercer leurs activités commerciales, sous prétexte de les protéger ou les défendre contre les attaques des Anti-Balaka. Même à

⁴² Cette démission du 10 janvier 2014 ressemble plus à une mise en scène (une véritable mascarade pour Thomas Yanis, 2016) où tous les membres du Parlement de transition centrafricaine ont été déportés à N'Djaména (Tchad) en vue d'élire un nouveau Président de la Transition. Djotodia sera contraint à la démission par ceux qui l'auraient auparavant soutenu dans son entreprise pour la prise du pouvoir en l'occurrence le Tchad, le Congo-Brazzaville et la France selon un principe de « coup d'Etat régional » (Yanis, *idem* : 94).

l'intérieur de la capitale Bangui, s'était créée une arène politique de conflit violents; une sorte de guérilla urbaine (Bazenguissa-Gaga, 1996).

Les Anti-Balaka, quant à eux, se sont installés à la périphérie de la ville de Bangui, notamment au sud-est sur le fleuve Oubangui, à l'ouest derrière l'aéroport Bangui M'Poko et dans la commune de Bégoua, et à la sortie nord de Bangui. Ils sont aussi présents et dispersés dans une certaine mesure, parmi la population dans les quatrième, cinquième et huitième arrondissements de Bangui (enquête de terrain, Bangui, mai 2018 ; suivis médias). N'étant pas encore désarmés, mais disposant d'un arsenal militaire inférieur à celui des groupes d'autodéfense du PK5 armés jusqu'aux dents⁴³, ce positionnement leur permet de perpétrer des actes de banditismes sur la population civile, de constituer une menace pour la communauté musulmane, et surtout les autodéfenses rétractées au PK5 qu'ils se donnent pour mission de désarmer. On assiste à une véritable guérilla urbaine ponctuée de grands banditismes : vols de motos, braquages, rackets, menaces de mort et représailles, tueries sporadiques, etc. Les coups de feu étaient donc monnaies courantes à Bangui, et ne sont souvent contenus que par les interventions des casques bleus de la MINUSCA.

Ouvrons ici une parenthèse pour préciser qu'avant et après ce coup d'État de mars 2013, Bangui a successivement et conjointement viré sous la protection de plusieurs Forces internationales de maintien de la paix: d'abord la Force multinationale de l'Afrique centrale (FOMAC) qui a été remplacée par la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA), mais aussi la Force française de l'Opération Sangaris et la Force de l'Union européenne (EUFOR, remplacé par l'EUMAM puis l'EUTM), et enfin la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique⁴⁴ (MINUSCA) (Papoto, 2017). Lors de nos travaux de terrain, une timide mise sur pieds des forces de défense et de sécurité intérieures pour accompagner les actions des forces internationales de la MINUSCA était en cours. Toutefois, ces efforts louables avaient des effets limités sur la stabilité sécuritaire à Bangui et ses environs.

⁴³ Une tentative de désarmement de ces autodéfenses du PK5 par les forces de sécurité intérieure et la MINUSCA a même lamentablement échoué en avril 2018. Le bilan provisoire des opérations s'élevait à au moins « 30 morts dont un casque bleu rwandais, des dizaines de blessés et des centaines de déplacés ». Le 11 avril, des manifestants en colère en provenance du PK 5 ont abandonné 17 corps des civils devant le Quartier général de la MINUSCA (OCHA- RCA, Monitoring des médias, avril 2018).

⁴⁴ La Mission multidimensionnelle intégrée pour la stabilisation en République centrafricaine a été créée par la Résolution 2149 du Conseil de sécurité des Nations unies, le 10 avril 2014 (Amnesty international, 2016), et a officiellement pris la relève de la MISCA et du BINUCA le 15 septembre 2014 (MINUSCA, Historique).

Ici aussi, les jeunes vivent au rythme de l'évolution de la situation sécuritaire. Elèves et étudiants cessent d'aller aux cours à chaque fois que la situation se dégrade. Les jeunes commerçants suspendent leurs activités de la même manière par précaution. Les administrations restent fermées, et les autres débrouillards que les Banguissois appellent communément les "chercher à manger⁴⁵" limitent généralement leurs activités en attendant un retour au calme et à la stabilité. Comparativement à Paoua où les forces de la MINUSCA sont souvent très critiquées pour leurs arrivées tardives sur les théâtres des affrontements (comme des pompiers après les incendies), à Bangui, la situation sécuritaire est relativement vite stabilisée par ces forces de la MINUSCA en collaboration avec les forces de défense et de sécurité intérieures, ou avec l'interposition/intervention des forces de l'opération française sangaris. Cette disparité serait aussi due à la présence des institutions légitimes de l'État dans la capitale Bangui.

Voilà à quoi ressemblait le contexte sécuritaire ambiant à Bangui au moment où nous entreprenions cette recherche. Alors, comment avons-nous procédé à la collecte de données à Bangui dans ce contexte trouble ? C'est ce que nous allons découvrir dans le paragraphe suivant.

I.1.2- La co-construction et les défis de collecte de données en situation d'insécurité à Bangui

Revenons à la collecte des données réalisée à Bangui, et précisons d'emblée que celle-ci a d'abord été le résultat d'un travail d'équipe avant de devenir plus tard, une investigation personnelle. Collectivement, les travaux à Bangui sont menés dans le cadre d'un projet d'évaluation des programmes de réinsertion des enfants précédemment associés aux forces et groupes armés financés par UNICEF. Composée de plusieurs chercheurs anthropologues sous la houlette de Professeure Mirjam de Bruijn, cette équipe était composée de Dr Jonna Both (Coordonnatrice de projet), Dr Jean Bruno Ngouflo (Chercheur principal), Sjoerd Sijsma (Documentariste), Wilfried Vianney Poukoulé et Marie-Louise Esther Tchissikombré (tous deux étudiants en Master2 d'anthropologie), et nous-même en qualité de Chercheur junior, puis doctorant. Au de-là de la période de ce projet qui s'étendait de 2016 à 2018, les suivis ont été réalisées par nous-même auprès des jeunes anciennement associés aux forces et groupes armés

⁴⁵Jeunes qui se débrouillent pour vivre au jour le jour : vendeurs à la sauvette, petits commerçants, pousseurs, fabricants de briques, démarcheurs, conducteurs de moto-taxis, boutiquiers, etc.

(ex-EAFGA), de même que les récents entretiens avec les leaders ex-Séléka et anti-Balaka dans le cadre de notre recherche doctorale.

Concrètement, les données ont été collectées à Bangui mais aussi dans la commune périphérique de Bégoua (ouest de Bangui), fief des Anti-Balaka. Ce dernier choix était guidé par la volonté de rencontrer les ex-EAFGA en formation par Caritas Centrafricaine dans le centre de formation Don Bosco de Damala (périphérie de Bangui). Nous y avions donc rencontré les filles et garçons anciennement associées aux forces et groupes armés dont certains sont originaires des villes et villages de l'arrière-pays, alors que d'autres sont des natifs de la commune de Bégoua ou de Bangui. Les rencontres se sont déroulées dans des cadres plus ou moins sécurisants à l'intérieur du centre de formation Don Bosco avant les changements de lieu une fois la confiance établie. Cependant, en raison de l'insécurité ambiante, il nous a été parfois difficile de nous rendre chez nos interlocuteurs pour plus d'observations lors des entretiens. Par conséquent, nous étions obligés de discuter avec eux en dehors de leur lieu de résidence et de réaliser les échanges dans des endroits où tous (chercheurs et informateurs) se sentaient en sécurité (écoles, université, centres d'accueil).

Dans d'autres cas en revanche, la méfiance étant de mise, les rencontres ont parfois été difficiles. L'exemple factuel de cette méfiance concerne les leaders des factions ou de groupes armés. A titre illustratif, en septembre 2017, un des leaders d'une faction anti-Balaka a accepté après moult négociations, de rencontrer notre équipe composée de trois chercheurs pour une interview. Mais lors du rendez-vous fixé dans l'enceinte d'un établissement scolaire en cette période de vacances scolaires, ce dernier est venu accompagné d'un de ses lieutenants et faisait apparaître ostensiblement son pistolet autour de la taille (comme s'il nous avertissait !) avant de refuser l'entretien par la suite. Au fait, nous étions dans un contexte où ces leaders avaient un certain niveau élevé de pouvoir et étaient des interlocuteurs privilégiés des hauts représentants des Institutions nationales et internationales (selon les dires de nos deux invités) qui les faisaient déplacer à coups de billets de FCFA, alors que nous n'offrions pas ce genre de "traitement". Ce refus, combiné à l'identité de chercheurs que nous étions, pouvaient aussi être interprété comme la crainte de voir des "inconnus" à la solde des institutions judiciaires enquêter sur des probables crimes commis par ces leaders. La présentation ostentatoire de l'arme témoigne d'un contexte sécuritaire où les détenteurs d'armes menaient la danse, où la loi du plus fort et la toute-puissance des forces irrégulières prévalaient. Plus tard en 2020, à seul et dans un contexte déjà apaisé à Bangui, nous avions pu discuter avec les leaders de factions ex-Séléka et anti-Balaka en usant principalement des relations amicales. Mais cela a nécessité

plus d'efforts pour les leaders de la faction ex-Séléka que pour celui qui appartient à l'une des factions anti-Balaka qui vivait dans le même arrondissement que nous.

Un autre défi provient de la pénétration de la zone de PK5 majoritairement musulmane où une frange des ex-Séléka s'est retranchée. Comme souligné ci-haut, cette zone fut un moment hors du contrôle du Gouvernement centrafricain et même des forces internationales. Des braquages, vols à mains armés, tueries y étaient monnaie courante au point de rendre la descente dans ce secteur quasiment impossible. Toutefois, en misant sur les jeunes issus des groupes armés, nous avions pu rencontrer quelques jeunes anciennement associés aux ex-Séléka pour recueillir leurs histoires et comprendre leurs parcours.

L'équipe des chercheurs avait donc recours à une batterie d'outils et d'astuces pour atteindre ses objectifs : utilisation des liens d'amitié et même familiaux des chercheurs locaux, location de véhicules obligatoire pour accéder à certains endroits et pour vite quitter les lieux en cas d'incident sécuritaire, reports de certains rendez-vous pour cause d'insécurité et recours réguliers aux messages et appels téléphoniques pour les suivis en cas de rencontre physique impossible. Dans certains cas, nous avons opté pour les concessions religieuses (anciens sites de déplacés appelés "ledgers") pour les échanges et discussions. Voilà qui rythmait le quotidien des chercheurs que nous étions. La méfiance des interlocuteurs était aussi accrue (ce qui était logique) et obligeait les chercheurs à qui nous rendons un hommage mérité ici, à fournir suffisamment de garantie pour ce qui est de la confidentialité des données recueillies surtout qu'à certains moments, l'équipe devrait réaliser un documentaire⁴⁶.

Ainsi se présente le contexte volatile et les options de mitigation de risques encourus par les chercheurs et les informateurs en situation d'insécurité à Bangui. En dépit de cet environnement presque hostile à une pratique ethnographique pour le moins stressante, des données pertinentes ont pu être collectées et analysées grâce à la détermination et les initiatives astucieuses des chercheurs. Une véritable ethnographie en période de conflit dans une ville de Bangui supposée sécurisée. Alors que dire de Paoua, zone éloignée de la capitale où cette fois nous étions seul face à une insécurité insistante ?

⁴⁶ Signalons que le second séjour du documentariste de l'équipe a été annulé à cause de la situation sécuritaire alarmante. Entretemps, lors de son premier séjour (2017), l'équipe a été interpellée par un groupe de jeunes qui se baignaient au bord l'Oubangui alors que le documentariste filmait la rivière pour le besoin de la recherche, et les avait même évités vu qu'ils étaient nus. L'entente était retrouvée après quelques échanges en sängö et en patois entre ces jeunes et les chercheurs locaux avec présentation des images prises à l'appui. La prise d'images en temps de guerre était donc extrêmement délicate en cette période.



Du haut vers le bas et de la droite vers la gauche :

image 5 : Equipe terrain du projet d'évaluation UNICEF : de la gauche vers la droite : Mouguia (auteur) Both, Poukoulé, Tchissikembre ;

image 6 : Sjoerd Sijsma en pleine prise d'images au bord de l'Oubangui;

image 7 : Poste de surveillance sécuritaire de la MINUSCA à Bangui.

@ : Sjoerd Sijsma & Jonna Both, Bangui, octobre 2017



De la gauche vers la droite :

image 08 : concession d'une église catholique (Paroisse St Paul), ancien site de déplacé à Bangui ;

image 09 : entretien filmé dans un centre d'accueil en temps de trouble sécuritaire à Bangui

@ : Sjoerd Sijsma, documentariste UNICEF-ASCL, Bangui, déc. 2017

I.2- Vivre et enquêter à Paoua dans une incertitude sécuritaire persistante

Durant la période de notre recherche (2016-2018), annoncer à ses proches, collègues, amis et membres de famille qu'on va à Paoua pour un objectif quelconque emmène souvent des questions du genre : « tu connais quelqu'un là-bas ? », « la zone est-elle calme ? », « tu y vas comment et pour combien de temps ? » ; ou des conseils : « fais profil bas si tu arrives là-bas », « cherches à habiter dans des endroits sécurisés », etc. Autant de propos susceptibles de décourager toute volonté d'aller à Paoua. Mais pourquoi toutes ces questionnements et précautions ? Paoua est-elle devenue une province centrafricaine de l'insécurité par excellence ? Nous ne saurions le confirmer. Cependant, en adoptant une approche compréhensive, l'ambiance locale qui prévalait ne pouvait que pousser à de telles inquiétudes.

Comme nous l'avions souligné plus haut, en plus d'être éloignée de la capitale Bangui (où nous résidons), Paoua a une longue, très longue histoire avec les conflits violents et les situations d'insécurité. Ce qui lui attribue une très mauvaise réputation sur le plan sécuritaire. La confirmation de ces craintes se retrouve dans les propos de ce jeune leader de ladite localité qui nous a expliqué à travers une anecdote son périple vers Bangui, alors que nous l'interrogeions sur les idées reçues concédant une très mauvaise réputation aux jeunes de Paoua :

J'étais en voyage pour Bangui ensemble avec le Commandant de Brigade de la gendarmerie de Paoua. Arrivé à Bouali où on a passé la nuit, j'étais en train d'échanger en patois avec ce dernier qui est aussi un ressortissant de Paoua. Du coup, les gens ont commencé à nous dévisager comme si nous étions tous des bandits ici à Paoua. Ils chuchotaient entre eux : "ne sont-ce pas *ces gens* de Paoua ?!"... [Puis, il s'adresse à nous] Toi par exemple, depuis que tu es là [pour tes recherches], qu'est-ce qu'on t'a fait de mal ? Rien du tout ! (Entretien avec le Président de la jeunesse, Paoua, oct. 2016)

Disons que les Centrafricains ont l'habitude de parler en patois dans le cercle familial, par sentiment d'appartenance linguistique ou pour se dire des confidences dans un milieu public et hétérogène où tout le monde comprend le sängö. Mais pour ce jeune, ce regard étrange sur leurs personnes était la preuve que les gens ne "regardent" pas les jeunes de Paoua d'un bon œil en Centrafrique. Cette "crainte" est aussi liée à l'histoire de cette région en rapport avec les groupes de rébellion dont les plus emblématiques sont les *Codo-mbakara* et l'Armée populaire pour restauration de la démocratie (APRD). Ces groupes armés ayant été créés dans cette région et engagée dans une opposition armée directe avec le pouvoir central, les habitants et jeunes de Paoua en sont venus à être diabolisés pendant longtemps par ces régimes qui les taxaient de rebelles ou de soutiens aux groupes rebelles. Il en découle une forte propension des gens à rattacher à la ville et sous-préfecture de Paoua des images de conflits et de violences. Cela s'est

poursuivie et renforcée jusque dans l'actualité avec les récentes vagues de violences dont cette ville et sous-préfecture en est le théâtre. L'émergence récente de la Révolution et Justice, n'a fait qu'amplifier ces causes antérieures. Pourtant, d'autres régions de la Centrafrique ont également une telle réputation. Travailler à Paoua sur conflits violents revient donc à déconstruire cette image d'une jeunesse violente comme nous le verrons plus loin à travers l'exemple des jeunes non violents. Alors, qu'en est-il du ressenti sécuritaire pour la population et pour nous-même lors de notre enquête de terrain à Paoua et ses environs ?

I.2.1- Une insécurité persistante dans la sous-préfecture de Paoua

I.2.1.1. Premier séjour à Paoua centre

Nous avions effectué notre premier voyage de Bangui à Paoua par la voie terrestre. La rareté des moyens de locomotion nous avait déjà fait changé de véhicules plus de deux fois. Avec l'état cahoteux des routes en cette saison des pluies (c'était en septembre 2016), notre voyage avec le troisième véhicule était à un moment bloqué par un groupe de jeunes armés (*Anti-Balaka*) qui accusaient deux passagers de confession musulmane dans notre véhicule d'être des ex-*Séléka*, et donc des ennemis à abattre !

En effet, à la nuit tombante à mi-chemin entre Bangui et Paoua, une forte pluie a obligé notre conducteur à s'arrêter dans un petit village où nous avions passé la nuit. Le lendemain matin, nous avions découvert qu'un autre camion de transport de marchandises venant du côté opposé s'est embourbé non loin de notre emplacement et nous a totalement bloqué le passage. En essayant de contourner le camion embourré, notre véhicule s'est à son tour enfoncé dans la boue. Il a fallu des heures de travail acharné pour dégager notre véhicule plus tard en début d'après-midi. Cet épisode passé, nous nous croyions tirés d'affaire. C'est là qu'on va découvrir juste après un kilomètre en dehors du village un groupe de jeunes armés d'armes artisanales et de machettes (ce furent des anti-Balaka) qui nous barraient la route exigeant qu'on leur remette les deux musulmans qui se trouvaient à bord de notre véhicule. Il se trouve que l'affaire se discutait depuis le village où nous avions passé la nuit, et un autre groupe de jeunes anti-Balaka dits "modérés" avait décidé de nous suivre à la sortie du village. Ce groupe a âprement pris la défense des deux musulmans et nous a accompagné jusqu'à environ cinq kilomètres du village avant de nous laisser continuer notre route moyennant une somme de 50 000 FCFA (environ 76 euros). Tout se passait sous nos yeux ; nous voulions prendre quelques images, mais avions peur d'être pris à partie par ces jeunes armés et surexcités dont on peut supposer que le véritable mobile de leur agissement était de piller notre véhicule chargé de produits alimentaires. Car,

dans la foulée des discussions, un élément anti-Balaka avait déjà volé un bidon d'huile dans le véhicule.



De la gauche vers la droite : **image 10** : axe Bangui-Paoua bloqué par l’embourbement de deux véhicules venant de directions opposées lors de notre première visite de terrain ; **image 11** : une vue d’une rue principale menant au marché central de Paoua. @ : images terrain de l’auteur, Paoua, sep. et oct. 2016

Arrivé à Paoua, nous avions constaté une situation sécuritaire précaire avec l’occupation des alentours de la ville par les groupes armés : les sorties est et nord sont occupées par les groupes MPC (ex-Séléka) et les sorties ouest et sud sont contrôlées par les éléments de la Révolution et Justice (RJ) et les Anti-Balaka. Ces groupes armés ont érigé des barrières stables sur les axes peu fréquentés par les forces de la MINUSCA. Pour nous résumer la situation sécuritaire de la ville de Paoua, un chef de groupe local a utilisé la métaphore suivante : « la ville de Paoua est comme un îlot au milieu de la mer que constituent les groupes armés » (Entretien avec un chef de groupe de Paoua, mars 2017). Ce qui décrit parfaitement la situation dans laquelle vit la population de cette ville depuis des mois avant notre première arrivée, et même pendant et après notre séjour.

I.2.1.2. Second séjour à Paoua et ses environs

Notre second séjour au début du mois de mars 2017 était encore plus instructif. Alors que nous avions limité notre première visite de recherche à la seule ville rurale de Paoua, nous avons décidé durant notre seconde visite d’aller au-delà du centre-ville dans les villages environnants. Le facteur déclencheur de ces périples a été une réunion d’échange entre les jeunes de la ville de Paoua et la MINUSCA sur la situation sécuritaire et le recrutement des jeunes par les ONG

internationales humanitaires installées dans la localité. A l'entame de cette réunion convoquée sur l'initiative des jeunes du CNJ locale et tenue le 11 mars 2017 à la maison des jeunes de Paoua, tous les participants étaient d'avis que des efforts sont déployés par la MINUSCA pour maintenir la stabilité dans le centre-ville de Paoua, mais que l'insécurité règne dans les villages environnants puisque contrôlés par les groupes armés en dépit des patrouilles intermittentes des forces de la MINUSCA. Pour toucher du doigt cette réalité, nous avions décidé d'effectuer cinq voyages (le voyage se fait alors méthode comme le dit Carole Lanoix, 2014⁴⁷) sur les axes et certains villages aux alentours de la ville de Paoua. Cependant, deux voyages ont été annulés à cause de la situation sécuritaire jugée critique. Néanmoins, les trois autres voyages nous ont appris beaucoup de choses (cf. De Bruijn & Brinkman, 2012, "travel as discovery") sur le vécu de la population en dehors du centre-ville : barrières des groupes armés, rackets sur la population et les passants, occupation des villages par les groupes armés, absence de l'autorité de l'État, villages incendiés, etc. Pour décrire cette situation, un staff de la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA) installé dans la ville de Paoua nous affirme que « la population est comme un supermarché pour les groupes armés » (entretien avec un staff de OCHA, Paoua, mars 2017). Certes, alors que dans le cas d'un supermarché, on achète les marchandises, ici, les groupes armés, qui empêchent déjà les gens de vaquer librement à leurs diverses occupations (petits commerces et agriculture de subsistance principalement), "prennent gratuitement" entre les mains de cette même population, les maigres produits de leurs labeurs non seulement dans les villages directement, mais aussi sur les barrières. A ce propos, un notable d'un village de la sous-préfecture de Paoua nous a confié ceci :

En matière de "formalités"⁴⁸, les hommes en arme ne transigent pas. Si tu n'as pas d'argent pour ces "formalités", la meilleure des choses à faire est de ne pas se déplacer ; car les hommes armés ont installé leurs barrières partout. De temps en temps, ils font irruption dans les villages et exigent des cabris ou des bottes de paille aux habitants. Parfois ils nous obligent d'attraper nos propres chèvres et de les leur donner. Et malheur aux réfractaires ! (Entretien avec un notable du village Koroziyan, mars 2017).

En 2017, un rapport des chercheurs de l'IPIS/DIIS, estime que les groupes armés ex-Séléka gagnaient environ six millions d'euros par an de leur imposition sur les principaux circuits économiques dans leur zone de contrôle.

⁴⁷ Le terrain étant nécessairement issu d'un voyage, d'un déplacement – au sens strict comme au figuré – de notre aptitude à nous confronter à l'ailleurs et aux différentes altérités (Lanoix, 2014).

⁴⁸ « Formalités » est un terme générique qui désigne dans le langage familier toutes les taxes et amendes infligées aux usagers des voies publiques et sur les marchandises par ceux qui montent la garde sur les barrières routières. Cette pratique fréquemment utilisée par les forces de l'ordre qui vont au-delà du légal est reprise par les groupes armés pour se faire de l'argent illégalement sur les passants, et au-delà, financer la guerre.



De la gauche vers la droite : **image 12** : Patrouille de la MINUSCA vers les villages ; **image 13** : Ticket de "formalité" sur un poste de contrôle tenu par le MPC et la RJ. Ici, lire « Date le 13/03/2017, Poste Contrôle de Béboura3 /MPC.RJ - Taux 500 [FCFA] » (ticket payé par nous-même au tarif réservé aux motos sans bagages).
@ : images terrain de l'auteur, Paoua, mars 2017.

C'est dire à quel point l'expérience du voyage est essentiel pour comprendre le fonctionnement et surtout l'état des communautés, surtout en temps de conflit comme dans notre cas. Ces voyages nous ont permis de comprendre les privations, les enthousiasmes (s'il y en a) et les (dé)connexions des communautés (De Bruijn & Brinkman, *idem*).

Toute cette situation fait de la sous-préfecture de Paoua une zone d'insécurité persistante et d'entrave à la libre circulation qui ajoute à la crainte d'y mener des recherches liées à la violence et aux acteurs armés tout en abordant des questions personnelles et délicates à travers les histoires de vie des informateurs. En dépit de ces faits, nous avons rencontré durant nos visites une population qui s'adapte, qui résiste (ou qui essaie de résister) et qui "fait avec" la guerre afin de continuer de vivre (Kanafani-Zahar, 1999 ; voir aussi De Bruijn & Both, 2018) avec la peur au quotidien et dans l'incertitude du lendemain... Mais comment avions-nous aussi "fait avec" la guerre lors de nos deux séjours de terrain (2016 et 2017) afin de parvenir à collecter les informations devant étayer nos questions de recherche ?

I.2.2- Faire la recherche dans une incertitude sécuritaire permanente à Paoua

D'un point de vue linguistique, Paoua est une localité où les gens s'expriment davantage en patois (Kaba ou Tali/Talé) qu'en Sängö. Or, nous ne maîtrisons pas ces patois, mais avions l'avantage de parler le sängö qui est pratiquée par tous, heureusement. En cette période de crise que le pays traversait, les rumeurs d'affrontements et d'attaques étaient monnaie courante aussi bien à Bangui qu'à Paoua. A Paoua donc, en octobre 2016, il n'y avait pas encore d'alliance formelle entre les groupes armés en présence (MPC, RJ et Anti-Balaka). Les attaques entre ces

groupes armés, mais aussi contre la population dans les villages environnants étaient quasi régulières et imprévisibles. Nous étions donc souvent informé de ces cas de violences. En revanche, il y avait aussi de folles rumeurs sur les affrontements armés et une annexion imminente de la ville de Paoua par les ex-Séléka du MPC. Les informations semblaient tellement sérieuses que les gens n'en parlaient qu'en patois. Même nos compagnons de terrain ne nous en parlaient pas. Voulaient-ils simplement éviter de nous plonger dans la frayeur ? Nous ne saurions le dire. Pourtant, la psychose gagnait les esprits et par moment, des gens peu scrupuleux en profitaient pour semer la panique afin de faire fuir les habitants et en profiter pour les déposséder de leurs biens.

Ce fut le cas un jour de marché à Paoua où les gens ont semé la pagaille juste en annonçant l'entrée des éléments armés dans le marché, faisant fuir les gens dans tous les sens. Nous étions là, mais nous n'avions rien compris et avions fui aussi comme les autres avant de revenir une fois rassuré de la supercherie. Nous serons informé plus tard qu'un « jeune moulineur était en train de moudre du manioc à l'intérieur du marché, et dès que la machine a fait "poum !", deux jeunes gens ont cru entendre des coups de feu et se sont empressés de fuir en débandade. Dès cet instant, des voix ont crié "les Séléka arrivent !" et c'est la débâcle totale au marché. C'est dire que tous les matins, tous les soirs, tout le monde vit dans la peur ici dans la ville de Paoua » (entretien avec le Président du CNJ local, Paoua, oct. 2016). Après cet épisode trouble, on va dénombrer des cas de vols au retour des vendeurs auprès de leurs marchandises, mais aussi des pertes d'argent par les clients dans leurs fuites.

Ce fut aussi le cas une nuit lorsqu'un quartier du sud-ouest de Paoua s'est vidé de ses habitants qui ont passé la nuit ailleurs, suite à des rumeurs d'une attaque imminente de la ville à partir de ce secteur. Le lendemain matin, on a recensé des cas de cambriolages des maisons en l'absence de leurs propriétaires.

Il s'agit donc là d'une situation de « danger ambiant » (Lee, 1995) qui rythmait notre séjour de recherche limitant ainsi nos mouvements à des endroits et à des heures précises. Paoua en tant que ville n'a depuis ce jour jamais été assiégée. Cependant, les environs de la ville n'ont pas cessé de faire l'objet des attaques régulières (comme en 2018 et 2019) faisant fuir la population vers le centre-ville de Paoua où un contingent des Forces armées centrafricaines (FACA) était finalement déployé. C'est dans ce contexte instable et imprévisible que nous avions effectué la collecte de nos informations, sous les appels répétés des parents, et autres connaissances qui insistaient que nous quittions immédiatement notre terrain, car la ville de Paoua allait être assiégée d'un moment à l'autre.

Certes, ce « contexte de rumeurs incessantes et d'incertitude du lendemain » n'a pas manqué de renforcer la réticence de certains informateurs avec qui nous essayions d'instaurer un climat de confiance en dépit de cet « inconfort ethnographique » (Ayimpam & Bouju, 2015) ambiant. Toutefois, notre proximité ou familiarité, notre franchise, notre simplicité et surtout notre patience nous ont permis d'infléchir la tendance, de faire des rencontres décisives, et d'avoir des échanges fructueux avec nos interlocuteurs qui nous en ont recommandés d'autres. A titre d'exemple, cherchant à recueillir des données sur l'histoire du groupe armé *Codo-Mbakara* auprès des témoins vivants de l'époque, les autorités et certaines personnes ressources de Paoua nous ont toutes orienté vers un chef de groupe de la localité. Nous avions entretemps (octobre 2016) eu le privilège d'être introduit auprès de ce doyen de la localité par le bureau du CNJ de Paoua. Cependant, par prudence (ou plutôt méfiance) au regard du contexte sécuritaire fragile, il a d'abord refusé de nous donner ces informations, de même que l'enregistrement de l'interview. Nous avions donc parlé des jeunes et de la violence en général, mais aussi des anciens programmes DDR en nous contentant des prises de notes, sans véritablement approfondir notre sujet de préoccupation sur l'histoire de ce groupe armé. A la seconde occasion (mars 2017), malgré le fait que nous étions devenu une figure familière pour cet interlocuteur, il a une fois de plus refusé de nous raconter cette histoire par prudence, car selon lui, cela devrait l'emmener aussi à dévoiler les causes du décès de l'un des instigateurs de cette rébellion en l'occurrence monsieur Mbaïkoua. Nous lui avions donc expliqué qu'il n'y était pas obligé, et que notre souci premier était de connaître cette histoire racontée par un témoin vivant afin de confronter la version orale à ce que nous avions déjà lu dans la littérature savante. Il a donc accepté et nous a demandé de mettre en marche notre dictaphone, car il nous "connaissait"⁴⁹ déjà. Il est certes prudent, mais cette prudence voire méfiance est incontestablement liée à l'insécurité persistante ayant occasionné la crainte de l'autre, crainte sous-tendue par l'incertitude du lendemain.

Revenons enfin à la question de la langue pour dire d'emblée qu'en Centrafrique en général, le fait de ne pas s'exprimer dans le patois local place souvent les gens venus d'autres contrées du pays, même s'ils parlent sängö, dans une posture d'"étranger" (en sängö, on dit *ga gango*, ou littéralement, "quelqu'un venu d'ailleurs"). De ce fait, une confiance réelle (même superficielle) ne s'établie souvent qu'après que le chercheur ait été introduit/recommandé par une autorité, une connaissance, un parent, etc. Dans le cas contraire, les relations doivent être développées

⁴⁹ Il faisait ici référence à nos appels téléphoniques depuis Bangui pour prendre de ses nouvelles et de sa famille, actes qu'il appréciait comme une preuve de familiarité.

au fil du temps pour instaurer une confiance somme toute totale, surtout dans les situations de recherche telle que la nôtre, menée en pleine crise sécuritaire. Faisons remarquer que la langue n'a pas vraiment affecté négativement notre recherche. Elle n'a constitué qu'un frein anodin avec quelques rares interlocuteurs jeunes qui ne maîtrisaient pas parfaitement certains concepts et formules que nous utilisions en sängö, vu qu'il y'a des petites nuances entre le sängö parlé à Bangui et le sängö parlé au niveau local. Mais avec des reformulations nécessaires, les échanges se sont déroulés normalement. Nous n'avions donc pas eu recours au service d'un interprète puisque nous avions aussi la possibilité de revenir vers un informateur pour repréciser des aspects obscurs d'un discours ou en approfondir d'autres. Même si le service d'un guide était nécessaire pour aller dans les quartiers reculés, celui-ci se mettait à l'écart lors des entretiens. Ajoutons enfin que la non maîtrise des patois locaux (nous ne parlons ni le Kaba ni le Tali/Talé) qui nous a empêché d'être exposé à toutes les folles rumeurs, nous a permis de ne pas suspendre prématurément la collecte de données, car n'ayant pas été gagné par la panique. Par contre, nous courrions le risque d'un danger réel, et allions mettre en danger nos informateurs et guides de terrains si ces rumeurs venaient à se confirmer.

Insécurité dans la communauté, crainte de l'autre, rumeurs déstabilisantes, incertitudes du lendemain, sont le lot quotidien de la population et du chercheur en cette période trouble. Il a donc fallu user de patience, de ténacité et adapter nos pratiques et agenda selon l'humeur du temps pour être en mesure de visiter certains lieux et se rendre compte de la réalité des faits en tant qu'observateur sans recourir systématiquement et exclusivement aux commentaires des observés (Lanoix, 2014) ou des informateurs privilégiés.

I.3- De la "continuité" de la vie et de la recherche empirique en temps de guerre

Tel que développé jusque-là, Bangui et Paoua apparaissent comme des endroits sous la pression des armes (et des machettes) depuis des mois ou des années, durant nos recherches de terrain de 2016 à 2018 et au-delà. Certes, dans les deux contextes, nous étions sur des terrains « où la mort est [était] endémique, familiale, révoltante ; la vie qui continue [ait] exprime [ait] la résistance d'une population soumise à l'arrêt de la normalité⁵⁰. A certaines périodes du conflit, on pouvait constater des "cadences " qui s'installaient et qui duraient quelque temps : un matin plus ou moins calme, puis une détérioration en fin d'après-midi... », et on pouvait même

⁵⁰ La guerre ayant intégré le quotidien depuis fort longtemps, la continuité de la vie pendant la guerre était devenue inévitable et "normalisée" (De Brujin & Both, 2018). La "normalité" a donc pris une forme particulière et liée au contexte inchangé que nous analysons dans les chapitres suivants.

remarquer une « familiarisation » plus ou moins approximative avec les armes les plus fréquemment utilisées et leurs effets afin de s'en prémunir autant que possible (Kanafani-Zahar, 1999 :37-38). Ce dernier constat apparaissait même dans les propos de nos interlocuteurs capables de dire approximativement, rien qu'en écoutant les détonations, de quelle arme il s'agissait (kalachnikovs, roquettes, obus, etc.), voire d'où cela pouvait provenir. Enfin, les rumeurs aussi n'étaient pas du reste, et constituaient le lot quotidien de la population aussi bien à Bangui qu'à Paoua comme nous l'avions souligné. Il fallait donc mettre à jour nos informations sécuritaires avant toute sortie et s'adapter pour avancer dans la collecte des données surtout dans un contexte habitué à l'oralité où les rumeurs ont tendance à se concrétiser...

Ainsi se présentent les contextes assez mouvementés durant lesquels cette recherche a été conduite. Ajoutons pour finir que ce climat tel que décrit, faisait nécessairement appel à une démarche minutieusement pensée afin de ne pas se mettre en danger et d'exposer la vie de nos informateurs si les informations en venaient à tomber « en de mauvaises mains » (Wood, 2006, cité par Boumaza & Campana, 2007:16). Cela nous plaçait dans la situation suivante décrite par Pottier *et al.* (2011, cité par Ayimpam, 2015 : 58) : «The specific ethical dilemmas of the work that researchers are engaged in while working in violent and conflict-affected settings lead researchers to question what methodological adaptations can be made to, for instance, protect informants, reduce risk for research team [...] or find reliable information in a climate of rumour, silence, innuendo, and suspicion⁵¹ ». Nous approfondissons cette question dilemmatique dans le sous-chapitre suivant au cours duquel nous abordons la question de l'éthique et de l'adaptation méthodologique en terrains sensibles et difficiles.

II. L'ENDOETHNOGRAPHIE ET LES ADAPTATIONS METHODOLOGIQUES EN TERRAINS SENSIBLES ET DIFFICILES

Comme on le voit apparaître clairement dans les lignes précédentes, nous avons mené cette recherche "chez nous" en Centrafrique en milieu jeune étant jeune centrafricain nous-même. Dans cette situation où le sujet est aussi objet, il est intéressant d'aborder la question des défis

⁵¹ "Le dilemme éthique spécifique dans lequel les chercheurs sont engagés lorsqu'ils travaillent dans des contextes de violence et de conflit les conduit à s'interroger sur les adaptations méthodologiques devant être effectuées pour, par exemple, protéger les informateurs, réduire les risques pour l'équipe de recherche [...] ou trouver des informations fiables dans un climat de rumeur, de silence, d'insinuation, et de suspicion" [notre traduction].

de terrains et les bricolages méthodologiques auxquels nous avons recourus lors de cette pratique ethnographique chez soi, même si notre rapport à l'objet ne sera pas approfondi ici.

II.1- L'endoethnographie et la question identitaire en terrains sensibles et difficiles

II.1.1- Bangui et Paoua, des terrains difficiles ou sensibles ?

Avant de nous engager dans cette recherche sur les jeunes et les conflits violents de longue durée en Centrafrique, nous savions que des difficultés nous attendaient, mais nous ne savions pas quelle en serait l'ampleur. En effet, il est bien connu que la notion de *terrain* même est empruntée au vocabulaire militaire et sous-tend une certaine opposition dans la relation lors du déroulement des opérations : « [...] tout un lieu où se déroulent des affrontements divers » (Pulman, 1988, cité par Boumaza & Campana, 2007: 08). Ainsi, nous étions quelque part averti, et pouvions donc prendre des précautions en amont pour adapter nos pratiques sur terrain. Mais les réalités mouvantes du terrain vont très vite nous révéler les limites de nos stratégies anticipatoires. Alors, comment nous nous sommes débrouillé face à cette situation? Pour répondre à cette préoccupation, commençons par répondre à la question de savoir si nos terrains⁵² peuvent être qualifiés de *sensibles* ou de *difficiles*.

D'après Boumaza & Campana (*idem* : 08, 23) le *terrain difficile* est « [...] communément associé aux zones de violence ou aux contextes d'insécurité, elle englobe de fait d'autres types de terrains. Ainsi, les enquêtes menées sur des objets considérés comme socialement illégitimes ou sur des acteurs stigmatisés ou prosélytes peuvent y être incluses ». Toutefois, ajoutent les auteurs, cette difficulté « varie non seulement selon l'identité sociale du chercheur, mais aussi en fonction des effets de structures (institutions totales, groupes radicaux, marginalisés, contextes de conflits,...) qui réduisent d'autant la marge de manœuvre de l'ethnographe. » En revanche, les terrains deviennent *sensibles* lorsque :

[...] porteurs d'une souffrance sociale, d'une injustice, de domination, de violence, [...] [ils] impliquent de renoncer à un protocole d'enquête par trop canonique, [...] avec un souci permanent de rigueur, de nouvelles manières de faire, les espaces enquêtés sont souvent isolés, fermés, à la marge, et le caractère éphémère de certaines situations est susceptible de précipiter la recherche, ou de la clore. (Bouillon *et al.*, 2005, cité par Hadiza Moussa, 2014 :103).

⁵² Ayant choisi de travailler à Paoua et à Bangui et sa commune adjacente de Bégoua, nous nous sommes inscrit d'emblée dans le cas d'une enquête multisituée: "Multi-sited research is designed around chains, paths, threads, conjunctions, or juxtapositions of locations in which the ethnographer establishes some form of literal, physical presence, with an explicit, posited logic of association or connection among sites that in fact defines the argument of the ethnography" (Marcus, 1995)

A la lumière de ces deux définitions, nous pouvons dire que nos terrains ont été à la fois difficiles et sensibles, puisque la différence entre les deux se brouille dans notre cas. D'abord, nos terrains ont été difficiles du fait que nous naviguions dans un environnement d'insécurité et difficile d'accès, mais aussi où tout peut changer du jour au lendemain alors que les chances de nous éloigner le plus rapidement possible du danger étaient quasiment nulles, contrairement à Michel Naepels qui pouvait s'éloigner du danger à Pweto (Congo) seulement grâce à son passeport et de l'argent (Casanova & Chemery, 2015). Le conflit était encore perceptible et tout pouvait arriver à tout moment. A Paoua en 2016 et 2017, nous étions inquiétés de multiples fois, par la situation sécuritaire, parce que la moindre erreur était un "motif" qui pouvait nous exposer aux courroux des rebelles dans un milieu où l'ordre et la loi ne sont que des mots. Ce qui atteste de la difficulté à travailler dans un contexte où le danger n'est pas loin. La sécurité devient alors personnelle.

Nos terrains deviennent sensibles du fait des informations qu'il fallait recueillir sur place et auprès des jeunes précédemment associés à des groupes armés avec leurs statuts de vulnérables et/ou condamnables. Certains de nos interlocuteurs étaient porteurs de souffrances sociales, d'une injustice, de domination ou de violence ; d'autres plus actifs comme auteurs d'atrocités, étaient enclins à être moins ouverts. Durant les dernières interviews avec les leaders des groupes armés à Bangui, certaines questions sensibles (tueries, vols, braquages, etc.) pouvaient nous exposer davantage à la suspicion et précipiter la fin de la relation d'enquête déjà difficile à établir. Toutefois, une fois ces questions abordées, tous ont tendance à mettre en avant leur côté humaniste. Par contre, l'un des jeunes plus fermé sur sa participation aux atrocités lors de nos premiers entretiens, s'est extériorisé lorsque nous l'avions rencontré des mois plus tard en informel.

A Bangui, en juin 2019, nous avions été inquiétés lorsque nous avions demandé à un précédent informateur de nous accompagner chez un de ses ex-compagnons anciennement associés aux Anti-Balaka. A notre grande surprise, il nous a emmené chez un ancien contact que nous n'avions pas rencontré pendant un moment, lequel est un ancien chef de faction anti-Balaka, son tuteur. Nous étions perturbés du fait que sans nous demander, il nous a conduit directement à ce dernier à la périphérie de Bangui. Nous connaissions son tuteur et avions été chez lui pour des entretiens ; mais comme ces jeunes sont ses "protégés", nous aurions au moins eu le temps de le contacter directement ou l'informer par courtoisie au moins, si nous étions avertis à l'avance. Notre jeune informateur avait-il une idée derrière la tête ou ignorait-il simplement ces gestes de courtoisie préalables ? Bien que tout se soit finalement bien passé, la sensibilité des

informations recherchées ne nous autorisait pas à nous retrouver dans une situation aussi gênante dans une zone éloignée du contrôle immédiat des forces de sécurité. Du terrain sensible au terrain difficile, et du terrain difficile au terrain sensible, il n'y a qu'un pas.

II.1.2- La question de l'identité du chercheur en contexte de conflit

Dans ce climat d'incertitudes, un autre défi non négligeable auquel nous faisions face était relatif à notre identité religieuse, mais aussi notre statut de chercheur. En effet, il a été démontré plusieurs fois que la dernière crise centrafricaine n'est pas un conflit interreligieux (Gomina-Pampali, 2017) ou interconfessionnel pour être précis, bien qu'il possède une forte dimension religieuse comme l'a reconnu le Pape François en visite à Bangui en novembre 2015 (Dickès, 2015). Cependant, cette explication simpliste (affrontements chrétiens-musulmans) ayant été longuement médiatisée, une bonne partie de la population a donc intégré le fait qu'il s'agissait clairement d'un conflit intercommunautaire entre des Séléka musulmans et des Anti-Balaka chrétiens (et/ou animistes). Pourtant, comme nous le verrons plus loin (cf. *infra* chap. V), les groupes armés en Centrafrique ont des pratiques plus animistes que proprement chrétiennes ou musulmanes, en dépit de leurs tendances pro-chrétiennes (Anti-Balaka) et pro-musulmanes ((ex-) Séléka) qui ont été instrumentalisées à des fins politiques. Ainsi, bien que nous n'affichions pas une chrétienté (port du crucifix par exemple), le fait de ne pas être un musulman (l'habillement et le parler arabe) faisait de nous *de facto* quelqu'un qui appartient au "camp des chrétiens" en dépit de nos efforts de « neutralité axiologique » et des « précautions sémantiques » adoptées (Moussa, 2014) pour éviter toute interprétation contraire. Dans la plupart des cas, cette "apparence identitaire" nous interdisait de nous rendre dans les milieux musulmans comme au quartier PK5 dans le 3^e arrondissement de Bangui, pour y effectuer des collectes de données. Dans les rares cas où nous avions pu le faire, nous étions pris pour un porteur/dépositaire des messages des souffrances et des stigmatisations qu'a subies la communauté musulmane (particulièrement à Paoua).

Dans les environnements plus chrétiens et animistes, nous avons également repéré une tendance à porter des accusations contre des Séléka étrangers et persécuteurs assimilés aux musulmans. Cela explique à quel point « ... la situation d'enquête peut parfois susciter des discours d'accusation (émanant des enquêtés contre d'autres acteurs) dont la pertinence relève surtout de l'autolégitimation (face au chercheur), et qui ne préjugent pas de l'existence de coopération à d'autres niveaux avec les acteurs ainsi stigmatisés » (Olivier de Sardan, 2008: 82). Notre neutralité axiologique s'en trouvait plutôt renforcée.

A Bangui, nous avions pris attaché avec un vieil ami, ancien "Libérateur"⁵³ démobilisé après 2003, afin de nous faciliter l'entrée et les contacts avec des potentiels informateurs ou anciens combattants du PK5. Bien qu'il ait accepté sur le coup, il n'a pas procédé à cette mise en relation, du fait sûrement de la sensibilité des informations recherchées et de l'inaccessibilité du milieu. En cette période de tensions encore perceptibles, forcer les choses a plus de chances d'être très vite interprété comme une forme d'"espionnage" préjudiciable à l'enquête, au chercheur ou à l'informateur. Ce qui était un peu risqué du fait que notre présence pourrait susciter la méfiance par notre connaissance des « affaires » locales et notre implication possible dans les enjeux locaux (Ouattara, 2004).

Enfin, notre identité statutaire de chercheur était aussi flottante. A Paoua, nous étions tour à tour considéré comme un "agent du département ministériel de la jeunesse", un "évaluateur" des projets de démobilisation pour enfants financés par l'Unicef (ce qui n'était pas faux pour le début de cette recherche, mais cela a perduré), un "journaliste" (à cause de l'enregistrement audio des entretiens), et enfin un étudiant en thèse rattaché à l'Université de Bangui. Il faut dire que nos multiples tentatives tendant à (re)préciser notre identité n'ont rien pu y faire. Même un ami de terrain a refusé de nous accorder une interview, bien qu'il fût volontaire à nous guider dans notre quête, à nous présenter aux autres informateurs potentiels et à faciliter nos contacts futurs. Toutefois, cela n'a nullement affecté la qualité des informations recueillies au vu des préalables à l'entretien observés nous ayant permis de clairement exprimer nos objectifs, de rassurer et mettre en confiance nos interlocuteurs, de même que nos incessants efforts de rester accroché autant que possible à notre identité de chercheur centrafricain.

II.1.3- L'anthropologie chez soi en période de conflit

Nous avons déjà abordé notre identité de citoyen centrafricain et notre connaissance de l'interprétation de la crise qui était en cours. Ayant vécu ensemble les conflits avec les gens et étant affecté au même titre que le reste de la population, nous étions susceptibles de reproduire les explications toutes faites sur les conflits en Centrafrique (à l'exemple de l'argument confessionnel chrétiens/musulmans propagé par certains médias internationaux), ou même de prendre parti dans nos propos. Comme l'ont si bien noté Stéphane Beaud et Florence Weber (2010 : 07) « la proximité sociale et culturelle (...) produit une forme d'"évidence" du terrain

⁵³ Les Libérateurs sont les rebelles de François Bozizé qui ont réussi à renverser le président Ange Félix Patassé le 15 mars 2003.

qui endort la curiosité et trompe le regard trop habitué au monde qui l'entoure ». Si cette "proximité" peut constituer un avantage pour une compréhension plus objective des évènements vécus ensemble, il fallait en revanche opter pour une plus grande « vigilance méthodologique » nécessaire à la « rupture épistémologique » afin de ne pas nous laisser emporter par les évènements et interprétations toutes faites au risque d'être « empêtré » dans des enjeux divers (Bourdieu *et al.* cités par Ouattara, 2007 : 1). Résidant au cours cette recherche dans des milieux non musulmans, et plus en contact des gens avec des positions partisanes (souvent anti-musulmanes) relativement au conflit en cours, adopter des points de vue contraires ou neutres dans les discussions nous mettaient parfois dans des situations d'adversité par rapport à la logique environnante. Ces défis liés à la réalisation d'une ethnographie chez soi ont été surmontés grâce à notre volonté de rechercher la véracité des informations, de ne pas nous contenter des explications toutes faites et de chercher à comprendre en profondeur les contextes et les particularités locales et individuelles.

C'est dire que si faire de l'anthropologie chez soi a quelques avantages comme le partage d'une langue commune qui évite les biais de l'interprétariat, une histoire partagée qui facilite les échanges et la compréhension, ou une proximité sociale et culturelle avérée, il est claire que cette pratique ethnographique chez soi regorge de nombreux pièges au déroulement normal d'une recherche et dans un atmosphère de suspicion. C'est le cas de l'inaccessibilité à certains milieux ou certains interlocuteurs, le risque de parti-pris, ou des interprétations excessives. A certains moments nous nous sentions chez nous (habitudes alimentaires ou vestimentaires, langue sängö, partage d'une histoire nationale commune), tandis que dans d'autres circonstances, nous nous sentions comme un étranger dans une société centrafricaine qui nous a vu naître et grandir (patois, milieux confessionnels, statut de citadin, de chercheur en dépaysement). C'est d'ailleurs l'une des preuves de la non homogénéité de la société centrafricaine. C'est pourquoi, nous dit Fatoumata Ouattara (2004), le lien d'appartenance à une société ne signifie pas nécessairement que le chercheur en partage tout l'espace culturel ou qu'il adhère au sens commun des enquêtés, d'où la distanciation nécessaire face à tout jugement de valeurs. Il était donc impératif de manifester un scepticisme de principe à l'égard des analyses « généralistes » et des découpages préétablis, à douter à priori des explications toutes faites, à aller voir de près la réalité sociale et à les observer dans le détail (Beaud & Weber, *idem* : 8). Toutefois, ces efforts exigent de prêter attention aux implications éthiques et méthodologiques.

II.2- L’Ethique et les adaptations méthodologiques en terrains sensibles et difficiles

Nous avions dit que cette thèse a aussi bénéficié de données issues d'un projet de recherche relatif aux programmes de réintégration des enfants ancienement associés aux forces et groupes armés (EAFGA) financés par l'UNICEF en Centrafrique. Les investigations menées dans le cadre de ce projet s'intéressaient auxdits programmes en cours certes, mais portaient aussi sur la situation des enfants démobilisés par les projets antérieurs de réintégration, ceux-là qui (normalement) sont devenus des adultes aujourd'hui. Que sont-ils devenus ? Ont-ils de nouveau rejoint les groupes armés ? Comment la guerre a impacté et impacte leur vécu ? De là est né notre intérêt sur l'omniprésence des jeunes dans l'arène politique et plus particulièrement les conflits violents de longue durée en Centrafrique. Les premières descentes sur terrain nous ont alors permis de commencer une collecte d'informations relatives audit projet, mais avec un statut d'évaluateur qualitatif des projets de démobilisation pour enfants financés par l'UNICEF et mis en œuvre par ses partenaires humanitaires. Ce fut là l'une de nos portes d'entrée et d'accès à la réalité des enfants et jeunes associés aux forces et groupes armés. Cette agence onusienne étant très connue dans les localités parcourues, se présenter aux autorités, aux acteurs humanitaires et aux communautés comme chercheur et partenaire de l'UNICEF permet de lever le doute sur notre statut, nous offrant ainsi l'opportunité de commencer la collecte des informations sans trop de difficultés, même si certains partenaires de l'UNICEF étaient réticents à nous communiquer certaines informations jugées restrictives. Au moins, nous avions eu accès aux enfants et jeunes qui ont bénéficié ou qui bénéficiaient des aides tout en adhérant aux codes de conduites (éthiques) de cette agence onusienne dans le travail avec les enfants. Cela nous a donc permis de commencer notre recherche sans entrave majeure quant à la question de notre acceptabilité communautaire et institutionnelle.

Cependant, pour aller au-delà des enfants associés aux forces et groupes armés et embrasser l'étude des jeunes et de la communauté en général, il nous fallait poser des questions sur d'autres aspects de la vie des jeunes en liens avec les conflits violents et de longue durée. Dans un cas ou dans l'autre, nous devrions observer des principes éthiques que Supiot (2001, cité par Desclaux & Sarradon-Eck, 2009) définit comme un « ensemble de règles ayant pour objet de soumettre l'activité scientifique au respect de valeurs jugées plus hautes que la liberté du chercheur ». Car, comme le disait justement Michel Naepels (2006), en parlant de « violence », l'anthropologie s'inscrit dans un espace qui est à la fois celui des sciences sociales et celui de l'éthique. Nous étions donc assujetti au respect des principes de consentement libre et éclairé des informateurs, leurs droits à l'anonymat et à la confidentialité. Il fallait aussi obtenir les

autorisations parentales pour les mineurs, et surtout protéger les données et les informateurs comme le recommande *The Association of Social Anthropologists of the UK and the Commonwealth* (1999). Comme c'est le cas dans les différents codes éthiques liés à la santé, il est question de considérer que l'intérêt du "sujet" doit primer sur l'intérêt de la société (Desclaux & Sarradon-Eck, *idem*). A cet effet, nous disposions d'un formulaire de consentement informé que nous employions à expliquer à nos interlocuteurs avant leur adhésion ou pour obtenir l'accord de leur représentant légal (pour les participants mineurs) à la recherche. Tout était alors mis en œuvre en vue de rendre la relation enquêteur-enquêté/chercheur-informateur la plus égalitaire possible.

Dans la pratique, après la présentation du chercheur et des objectifs de la recherche à nos informateurs, nous avions entrepris au départ de leur faire signer les déclarations de consentement libre et éclairé afin de les rassurer de leur droit à la rétractation, à la protection et autres, de même que de notre engagement en tant que chercheur au respect de ces engagements⁵⁴ (déclaration d'engagement du chercheur). Si cela a fonctionné au départ pour les jeunes en formation par les ONG partenaires de l'UNICEF, cela a été plus difficile dans les autres cas, notamment chez certains anciens combattants auto-démobilisés. En effet, au regard de l'analphabétisme ambiant⁵⁵ et de la situation sécuritaire volatile, faire signer un document aux enquêtés n'est pas toujours apprécié du fait de l'engagement juridique que cela implique et souvent interprété négativement. C'est ainsi que certains ont refusé de signer les déclarations de consentement, mais ont toutefois donné leur "accord verbal" afin que les interviews soient enregistrées, tandis que d'autres ont non seulement refusé de signer les déclarations, mais ont aussi refusé l'enregistrement audio des entretiens tout en restant disposés à s'entretenir avec nous. Dans ce dernier cas, nous étions obligé de prendre note et de procéder à des reconstitutions aussitôt après la fin des interviews avec les risques de perte de certains détails précieux. Heureusement que ces derniers cas étaient rares.

Les premiers contacts étaient alors établis et les entretiens ont commencé. A Paoua par exemple, autant notre présence ne passait pas inaperçue dans la ville, autant nous n'avions pas exclu

⁵⁴ Tout était mis en œuvre aux plans éthiques et déontologiques pour que les données ne tombent pas en de mauvaises mains, ni accessibles à d'autres structures à des fins d'enquête policières/judiciaires, ou aux médias. Même nos conversations ordinaires étaient surveillées afin de ne pas laisser échapper des informations ne devant être partagées qu'avec les membres de l'équipe de recherche.

⁵⁵ Sur la base des données du recensement générale de la population et de l'habitation de 2003 (RGPH03), on estime que près de 6 Centrafricains sur 10 ne savent ni lire, ni écrire.

d'être là où se trouvaient les jeunes⁵⁶ : réunions et visites du CNJ locale, place de marché et de consommation des boissons locales⁵⁷, terrain de football, etc. Cette démarche méthodologique nous a été bénéfique et a permis que nous soyons à chaque fois présenté à ceux qui ne nous connaissaient pas, nous permettant ainsi de construire un réseau de contacts de plus en plus important.

En outre, la violence étant toujours ambiante, et étant dans l'impossibilité de rencontrer au moment voulu nos informateurs, que ça soit à Bangui ou à Paoua, nous n'avions pas manqué de faire des simples coups de fils⁵⁸ de courtoisie afin de rester le plus proche possible d'eux, et de comprendre l'évolution des contextes. En retour, nos informateurs ne manquaient pas à chaque occasion de nous donner des informations sur leurs localités et leurs vécus respectifs tout en appréciant cette manière de "penser à eux". Nos prochaines descentes sur terrain étaient ainsi facilitées car nous sommes devenu une personne "connue" pour nos informateurs en plus d'être "attentionnée". Ce fut l'un des « gages » qui a finalement assoupli nos relations sur terrain. Ce rapprochement, disions-nous et l'amitié qui en a résulté dans certains cas, ont permis aux plus méfiants de « baisser les boucliers » (Boumaza & Campana, *op. cit.* :12, 13) et de nous raconter leurs histoires en toute confiance. Il nous a donc fallu jouer avec les impératifs méthodologiques et innover ou adapter nos pratiques face à la volatilité de la situation sécuritaire sur terrain, car les simples garanties de neutralité, de confidentialité et d'anonymat n'étaient pas suffisantes pour persuader l'autre à nous confier sa vie avec toutes les violences subies ou commises qui faisaient de nos informateurs des sujets aussi bien vulnérables que condamnables (Ayimpam & Bouju, 2015).

A Bangui comme à Paoua, les entretiens enregistrés étaient anonymisés et stockés sur un disque dur externe dont l'accès est conditionné par un code, étant donné qu'en cette période d'insécurité, l'ordinateur attire plus les regards des bandits. Et même en position de faiblesse, nous pouvions néanmoins négocier la restitution d'un disque dur externe dont les potentiels

⁵⁶ Cet "encliquage" relatif ne nous dispensait pas de maintenir notre "lucidité méthodologue" (Olivier de Sardan, 2008: 93-94).

⁵⁷ A Paoua, il vaut mieux organiser les entretiens (c'est aussi valable pour les réunions) durant la matinée. En effet, certains habitants, cultivateurs pour la plupart, travaillent davantage les matins au regard du fort ensoleillement. Par contre, durant les après-midi, une bonne partie des jeunes et adultes se retrouvent autour des marmites de boissons locales. De ce fait, ils sont rarement "disponibles" durant les après-midis, puisque moins lucides. Par moment, nous avions suivi le mouvement par "indigenisation" (Sardan, 2008), et certains de nos contacts ont ainsi été tissés sur ces lieux de boisson locale faite à base de mil.

⁵⁸Nous faisions ainsi des enquêtes à « distance » par téléphone non seulement pour garder la relation avec nos enquêtés, mais aussi pour continuer à avoir des nouvelles de nos informateurs et de notre terrain en période d'instabilité (Bouju, 2015).

racketteurs y gagneraient moins, comparativement à un ordinateur qui pourrait leur rapporter davantage. Etant constamment sous la menace des situations « extrêmes » de ce type (Le Palec & Luxereau, 1999), cela nous a demandé des efforts de réflexion et d'adaptation de nos pratiques ethnographiques avec une attention particulière aux principes éthiques et déontologiques de notre discipline via des compromis aussi bien avec les informateurs qu'avec les contextes instables. C'est dire à quel point il fallut être toujours en éveil, et parfois « obéir » tout simplement aux caprices du terrain, car « une recherche sociale n'est pas une succession de méthodes et techniques stéréotypées qu'il suffirait d'appliquer telles quelles et dans un ordre immuable. Le choix, l'élaboration et l'ordonnance des procédures de travail varient avec chaque recherche particulière » (Quivy & Van Campenhoudt, 1995 :6-7).

III. METHODES DE TRAITEMENT ET D'ANALYSE DES DONNEES

Les données étant collectées en dépit des situations dans lesquelles s'est réalisée cette recherche comme précédemment explicité, essayons maintenant de voir comment elles ont été traitées et analysées. En effet, la particularité de cette recherche (qui n'est pas nouvelle dans le domaine des sciences humaines et sociales) est que nous avions commencé la collecte de données empiriques sur les enfants et les jeunes en Centrafrique d'une manière générale, avant de nous pencher véritablement sur la formulation des questions de recherche qui constituent le fondement de cette thèse. Cela nous a permis d'avoir dans un premier temps, une vue panoramique sur la situation des enfants et des jeunes dans l'arène politique en Centrafrique avant d'en tirer les éléments substantiels devant étayer nos analyses. Nos premières descentes sur terrain étaient donc guidées par un vaste objectif inscrit dans le projet de recherche menée avec l'UNICEF et ses ONG partenaires, en l'occurrence War-Child-UK et Caritas Centrafrique. Ce n'est que lors de nos descentes secondaires sur terrain que nous étions parti avec des formulations précises de questions visant une collecte canalisée en vue de répondre à une problématique de thèse⁵⁹. Cette démarche tranche un peu avec le modèle très en vogue de partir sur terrain après s'être gavé d'une bonne dose de théories et de concepts savants. Ce procédé a ses avantages certes, mais aurait le désavantage de nous enfermer dans une certaine orientation théorique et conceptuelle susceptible de pousser à plaquer nos trouvailles aux théories toutes faites (Baud & Weber, 2010). Cette large ouverture nous a donc permis de mener nos premières recherches dans une visée purement monographique facilitant ainsi la formulation de nos

⁵⁹ Ce qui ne signifie pas, loin de là, que nous étions parti comme un naïf et inculte sur terrain ! (Olivier de Sardan, 2008 :77).

questions de recherche *par le bas*, « de la donnée à la théorie », ce que Méliani (2013) à la suite de Paillé (1996) appelle justement la « théorisation ancrée ». D'autres auteurs parlent plutôt à ce propos, de la « méthodologie de la théorisation enracinée » ou *grounded theory* (Luckerhoff & Guillemette, 2017).

Alors que selon Méliani, certains auteurs ne font pas de différence entre « méthodologie de la théorisation enracinée » (*grounded theory*) et « théorisation ancrée », elle précise que cette dernière se distingue légèrement de la *grounded theory*, du fait qu'elle en est une adaptation-transformation (Paillé 1994, cité par Méliani, *ibid.*). Plus modeste, la théorisation ancrée est composée d'opérations conduisant à la *construction théorisante* - posture qui est la nôtre - et ne recherche pas la production d'une théorie comme le voudrait la *grounded theory* (Méliani, *ibid.*). Cette approche s'inscrit en plein dans une démarche inductive qui consiste à donner la priorité aux données empiriques, à l'expérience vécue, au terrain, pour ensuite avoir recours aux savoirs constitués dans un processus de construction de connaissance (Luckerhoff, & Guillemette, *idem*).

Ajoutons que dans le cadre du traitement et analyse des données collectées, nous avons également eu recours à la triangulation, « principe de base de toute enquête » (Olivier de Sardan, 2008 :79), que Caillaud et Flick (2016 :1) définissent comme « le fait d'appréhender un objet de recherche d'au moins deux points de vue différents ». Pour ce faire, nous n'avions pas hésité, en vue de mieux appréhender les faits, de faire usage de plus qu'un seul outil de cueillette (entrevues, observations, analyse de documents); mais aussi de croiser plusieurs sources différentes (orales, visuelles, écrites) afin de nous rassurer de la validité des informations obtenues sur terrain (Martineau, 2012 ; Caillaud & Flick, 2016)

Achevons ce paragraphe en insistant sur l'usage que nous avions fait de la méthode biographique comme principal dispositif de collecte afin de résituer dans leur contexte, les différents parcours des jeunes que nous analysons dans cette thèse. Ce dispositif nous a été important pour démontrer, à partir des vécus individuels, l'effet des contraintes sociales objectives sur le déroulement d'une vie, et de voir comment l'action des individus peut influer sur l'évolution de celles-ci (cf. *supra* § sur l'agentivité ; théorie de la structuration); le souci étant de produire une histoire (sociale) "vue d'en bas". Le vécu des sujets apparaît ainsi comme la voie d'accès privilégiée à la connaissance d'un social (Joana, 1994). Comme nous le verrons, il ne s'agira pas de la description de cas exemplaires, mais simplement de l'usage d'un moyen

d’apprécier, dans le concret, le jeu entre acteurs et structures afin d’en ressortir les [ir] régularités (Joana, *idem*).

L’approche biographique s’inscrit en effet, dans cette démarche inductive qui accorde le primat aux données de première main. Mais cela pose tout de même la question de la justification des choix opérés, inévitables à toute situation de recherche, et souvent susceptible de réduire les analyses. Pour réduire au minimum ces risques de biais, nous avions l’avantage de la connaissance historique de nos terrains, mais avons aussi inscrit nos choix dans les contextes particuliers que nous avions vu évoluer en tant que jeune citoyen et chercheur centrafricain. En ce qui concerne les fragments d’entretiens, nous n’avions pas choisi de façon radicale et restrictive la forme illustrative (citation d’extraits ou fragments d’entretien pour illustrer un schéma théorique/conceptuel), ou restitutive (restitution d’entretiens dans leur intégralité) (Paugam, 1999) puisque tous nos entretiens enregistrés ont été intégralement transcrits⁶⁰. Par contre, nous avions fait un usage approprié de ces deux formes pour des raisons qui parfois, se révèlent toutes seules au fil de l’argumentation.

Revenons aux données pour dire qu’après les collectes via les entretiens (libres et semi-directifs), les observations directes et les prises d’images, nous les avons classé selon les types d’interlocuteurs (autorités politiques et administratives, leaders de jeunes, jeunes (anciens) combattants et non combattants, notables et autorités locales, acteurs humanitaires, etc.) et selon les catégories d’informations contenues dans les entretiens (historique, biographique, sécuritaire, contextuel, démographiques, socio-culturelle, etc.). Nous avons ensuite procédé à la réécoute des entretiens, nécessaire pour envisager la demande ou pas d’un entretien de suivi afin de préciser ou approfondir des aspects particuliers soulevés lors de l’entrevue précédente. La relecture des entretiens transcrits a permis de mesurer l’évolution de la recherche et de commencer un début d’analyse en rapport avec ce que nous avons appelé la construction théorisante en même temps que se faisait la triangulation. Pour ce qui est des images, certaines ont été prises par nos soins sur terrain, tandis que d’autres proviennent des membres de l’équipe de recherche qui a commencé avec l’UNICEF tel que montré dans les paragraphes précédents.

Les cartes enfin, ont été des productions et reproductions faites à partir des versions existantes grâce à notre collaboration avec le laboratoire Guy Lasserre du département de géographie de

⁶⁰ La plupart des entretiens s’étant déroulés en sängö, ces transcriptions étaient en même temps traduction du sängö en français. Quelques commentaires étaient placés entre crochets pour ajouter les détails précis liés aux propos tenus par les informateurs (rires, hésitations, silences, etc.). Cette opération réclamait plus de temps vu qu’il fallait rester le plus fidèle possible des propos tenus par les informateurs sans en déformer les sens.

l’Université de Bangui que nous remercions en passant. Des précisions selon le besoin de la thèse telles que les sites de collectes ont alors été apportées en vue de faciliter la compréhension aux lecteurs.

Conclusion du chapitre

Durant la période des collectes intensives de données empiriques de 2016 à 2018, les villes de Bangui (ainsi que sa commune périphérique de Bégoua) et Paoua étaient dans des situations d’instabilité sécuritaire. L’Etat ne disposant pas de moyens de contrôle total sur le territoire national, et les groupes armés n’étant pas encore désarmés, nous étions régulièrement confronté à des situations d’insécurité inattendues. Ce qui nous a obligé à adapter nos méthodes sans suspendre nos activités de collecte sur nos terrains qui étaient à la fois difficiles et sensibles.

Ainsi, par un effort de réflexivité et d’adaptation méthodologique, nous avions pu atteindre nos objectifs de recherche tout en ayant à l’esprit la protection des données et des informateurs. Pour ce qui est de notre identité, si elle a été flottante au regard de nos interlocuteurs selon les contextes, elle a été dans certains cas à la fois préjudiciable (apparence confessionnelle) et bénéfique (appartenance linguistique, professionnelle et citoyenneté) à cette recherche. Les données collectées trouvaient ainsi leur validité dans un contexte global à la Centrafrique que nous connaissons (en dehors de la documentation disponible consultée) pour y avoir vécu, et aussi grâce à nos expériences antérieures de terrain en tant qu’acteur humanitaire ayant beaucoup voyagé à travers le pays de 2014 à 2016 (donc en pleine guerre civile). Cette validité reste solide malgré la prédominance des références faites aux parcours des jeunes de sexe masculin du fait de la souplesse dans les échanges et suivis d’entretiens avec ces derniers qu’avec les jeunes de sexe féminin. Cette solidité a été aussi atteinte grâce aux apports d’autres chercheurs durant les collectes empiriques de 2016 à 2018. Toutes ces contributions ont largement participé à une compréhension profonde de la situation d’arène politique que nous analysons à travers le prisme de l’histoire et de la capacité d’action des jeunes. Les données collectées ont suivi un processus de traitement (classification et transcription) via la triangulation inscrite dans une démarche de construction théorisante.

En somme, cette recherche sur l’arène politique en Centrafrique réalisée en pleine crise sécuritaire, atteste de la persistance des situations contraignantes et des confrontations entre acteurs de cette arène pour des intérêts variés. Aussi, de l’expérience empirique vécue, il en ressort que la pratique ethnographique en contexte de conflit, bien que effectuée chez soi, "à la maison", est une aventure complexe, mais riche en enseignements.